



## FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: LUNDI 6 JUILLET 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), s'est poursuivie lundi 6 juillet. La réunion ministérielle du FPHN a débuté par une plénière d'ouverture, le lancement du rapport sur les OMD et des messages émanant de la réunion de cinq jours. Le matin et l'après-midi, des tables rondes ont porté sur « Un agenda intégré porteur de changement: comment les gouvernements, les sociétés et les Nations Unies peuvent-ils être à la hauteur du défi? » et « Penser prospectivement: les nouveaux problèmes qui auront de l'importance dans le futur ».

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon, de la République de Corée, a ouvert la séance en mettant l'accent sur les opportunités qui s'offrent au FPHN, en tant que « sommet » du suivi et de l'examen, d'agir comme nouvelle plateforme vibrante sous l'égide de l'ECOSOC et de l'AGNU. Il a demandé l'adoption d'une perspective intégrée, avec un programme intégré, pour assurer la cohérence et l'efficacité à tous les niveaux et impliquer l'ensemble des parties prenantes.

Le Président de l'AGNU Sam Kahamba Kutesa, de l'Ouganda, a souligné qu'il est impératif que l'ensemble des pays collaborent de manière constructive afin d'adopter et de mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015, en mettant l'accent sur la nécessité d'une mise en œuvre à tous les niveaux, avec un suivi et un examen solides.

Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies Jan Eliasson a souligné que des politiques efficaces doivent être transversales et éviter les cloisonnements afin de parvenir à un avenir durable et porteur de changement. Il a souligné que le FPHN doit être à la fois visionnaire et pragmatique, en faisant observer qu'il offre une occasion de procéder à des réformes au sein de l'ECOSOC et du système des Nations Unies, afin de les rendre plus efficaces dans leur facilitation et leur évaluation de la mise en œuvre.

Vladimir Cuk, Directeur exécutif de l'International Disability Alliance, s'exprimant au nom des GRANDS GROUPES ET AUTRES PARTIES PRENANTES, a demandé que les Grands groupes et autres parties prenantes ne soient pas seulement reconnus en tant que bénéficiaires mais en tant que partenaires, et que la discrimination et les obstacles actuels à la participation cessent.

### LANCEMENT DU RAPPORT SUR LES OMD

Le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon a déclaré que les OMD ont déclenché une action extraordinaire, impliquant l'ensemble des pays et des parties prenantes à tous les niveaux, et visant à inspirer les institutions et révolutionner la manière dont on conçoit la voie du développement durable.

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, s'exprimant par vidéoconférence, a souligné que les OMD ont contribué à sauver des millions de vies et à améliorer les conditions de vie de nombreuses autres personnes. Il a cependant mis l'accent sur le fait que les progrès n'ont pas touché tout

le monde et qu'une action concertée est nécessaire pour « achever le travail » entamé par les OMD et assumer « notre responsabilité commune de ne négliger personne ».

Le Président du Rwanda Paul Kagame, s'exprimant par vidéoconférence, a déclaré que les OMD ont démontré qu'une action collective destinée à améliorer le bien-être des populations est possible.

Le Premier Ministre de la Norvège Erna Solberg, s'exprimant par vidéoconférence, a déclaré qu'il est crucial que les OMD, entre autres, soient présentés de manière compréhensible, dépassent l'esprit sectoriel et coopèrent avec les partenaires locaux afin d'assurer des retombées positives à l'échelon local.

Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Earth Institute de l'Université Columbia, a présenté les progrès accomplis par les OMD, en déclarant que « lorsque nous avons essayé, nous avons réussi; lorsque nous n'avons pas essayé, nous n'avons pas réussi », et a souligné que les OMD ont attiré l'attention sur le sort des pauvres.

### MESSAGES ÉMANANT DE LA RÉUNION DE CINQ JOURS

Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès des Nations Unies, a déclaré que les débats ont souligné l'importance de la communication, des partenariats, du rôle des parlements et de la cohérence de l'ensemble du système des Nations Unies pour un fonctionnement optimal du FPHN.

Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, a présenté: le rôle que jouent les forums existants, onusiens et autres, dans l'appui aux examens thématiques menés dans le cadre du FPHN; le FPHN en tant que plateforme principale permettant le dialogue engagé à tous les niveaux entre les sciences et les politiques; et le Rapport mondial sur le développement durable en tant qu'instrument permettant d'éclairer les politiques.

La Secrétaire exécutive de la CESAO Rima Khalaf a demandé une intégration à travers les aires géographiques, les secteurs, les acteurs et les sphères d'activité. Elle a déclaré que le niveau national doit être envisagé comme un point de départ pour la mise en œuvre, tandis que le niveau régional sert de lien vital entre les niveaux national et mondial.

### « UN AGENDA INTÉGRÉ PORTEUR DE CHANGEMENT: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, LES SOCIÉTÉS ET LES NATIONS UNIES PEUVENT-ILS ÊTRE À LA HAUTEUR DU DÉFI? »

Le Modérateur Scott Vaughan, président et directeur général de l'IIDD, a souligné qu'il est nécessaire de se doter d'un programme audacieux et ambitieux fondé sur des politiques intégrées et portuses de changement, ainsi que de mécanismes intergouvernementaux cohérents.

Karmenu Vella, Commissaire en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne, a mis l'accent sur le besoin d'un cadre global qui couvre l'ensemble des ODD et leur examen afin d'assurer la responsabilisation, et sur la nécessité de définir le rôle du FPHN à cet égard.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © [enb@iisd.org](mailto:enb@iisd.org) a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. [pam@iisd.org](mailto:pam@iisd.org). Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI [kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org). Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, [kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org), au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: [anna@iisd.org](mailto:anna@iisd.org).



<http://enb.iisd.mobi/>

Salifou Dembélé, Ministre de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi du Burkina Faso, a souligné l'importance des programmes porteurs de changement qui traitent de l'emploi décent et durable et de la formation des jeunes.

Lisel Alamilla, Ministre de la foresterie, des pêches et du développement durable du Belize, a déclaré que le Belize est un pays jeune et en développement, en soulignant qu'il doit envisager ses possibilités de croissance économique tout en déterminant la manière d'exploiter ses ressources de manière durable et en reconnaissant l'existence de ses limites.

Joseph Severe, de l'Union des Amis socio culturels d'Action en développement d'Haïti, a déclaré que les discussions devraient porter sur la concrétisation d'un développement qui soit réalisable et applicable, et a demandé expressément que le programme de développement pour l'après-2015 soit un programme intégré et porteur de changement.

Le débat qui a suivi a abordé: l'attention à porter à la planification et à la mise en œuvre, avec un accent sur la « manière de procéder »; l'intégration des ODD dans les plans des gouvernements; l'apport de fonds pour la mise en œuvre, en particulier pour les pays en développement et les pays sortant d'un conflit; le fait de se montrer réaliste quant à ce qui est réalisable avec les ressources disponibles; l'attention à porter aux niveaux infranationaux et la promotion de la coordination interministérielle; la considération de l'investissement du secteur privé et des partenariats public-privé comme des agents essentiels de la mise en œuvre; et la reconnaissance du défi que représente la cohérence politique.

Au cours des discussions, les délégués ont mis l'accent sur: le besoin d'une conscience et d'une volonté politiques pour garantir que les plans de gestion, les politiques et les programmes de l'ensemble des secteurs, à tous les niveaux, tiennent compte du caractère durable; la manière de formuler les dispositions institutionnelles afin d'impliquer les parties prenantes et de mettre en œuvre les ODD; et la mobilisation des ressources nationales au lieu de l'accès à l'APD.

Ils ont en outre fait observer: que les enfants et les jeunes ne devraient pas être uniquement impliqués dans la mise en œuvre mais également dans la rédaction du programme de développement pour l'après-2015; que l'accès à l'eau et à l'assainissement à faible coût devrait constituer un droit; que des dispositions relatives au financement ciblé doivent être mises en place; et que l'égalité des sexes est importante en tant que problématique transversale.

En réponse à des commentaires, le Commissaire européen Vella a mis l'accent sur les économies circulaires et durables et sur le lien entre la nature et l'économie, ainsi que sur les possibilités économiques relatives à l'exploitation durable des océans. Dembélé a souligné qu'il est important de mobiliser des ressources et des financements, en particulier par le biais de taxes, et de se doter d'un socle de protection sociale. Alamilla a déclaré que le cadre de mise en œuvre variera en fonction de la situation de chaque pays.

### **« PENSER PROSPECTIVEMENT: LES NOUVEAUX PROBLÈMES QUI AURONT DE L'IMPORTANCE DANS LE FUTUR »**

Le Vice-Président de l'ECOSOC Vladimir Drobnjak, de la Croatie, a présenté la session. Le conférencier principal Kazuyuki Nakane, Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon, a déclaré qu'un investissement préalable dans la réduction des risques de catastrophe, l'intervention d'urgence et le relèvement est essentiel au développement durable, de même que la « reconstruction en mieux » d'infrastructures plus résistantes qu'avant. Il a proposé de proclamer le 5 novembre Journée internationale de la sensibilisation aux tsunamis.

La Modératrice Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, a souligné qu'il est important de veiller à ce que les politiques visant un développement équilibré et intégré soient éclairées par l'ensemble des acteurs concernés, afin de maximiser les résultats positifs. Elle a signalé des questions émergentes telles que les défis démographiques et les migrations entraînées par les guerres, ainsi que l'inclusion et la justice sociales.

Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'Etat parlementaire du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire, a présenté la manière dont les découvertes scientifiques peuvent appuyer l'élaboration de politiques et contribuer à assurer une justice écologique, développer des modes de vie durables, décarboniser le monde et offrir une vie saine aux enfants. Elle

a indiqué que les données scientifiques démontrent que quatre limites planétaires ont déjà été dépassées mais que des solutions techniques existent également, ou sont en cours d'élaboration, afin de réparer certains dégâts.

Abdul Hamid Zakri, Conseiller scientifique auprès du Premier Ministre de la Malaisie et Président de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, a présenté de nouvelles sources de préoccupation, notamment la santé mondiale et la préservation durable des océans et de la diversité biologique. Il a suggéré que le FPHN se trouve dans une position clé pour mobiliser des ressources et rendre le système des Nations Unies plus « concluant » dans la gestion de ces questions.

Alfred Kammer, Directeur adjoint du Département du Moyen-Orient et de l'Asie centrale du Fonds monétaire international, a présenté les nouvelles questions clés, en faisant observer la fragmentation croissante du paysage mondial et en suggérant qu'un nouveau « multilatéralisme » qui aborde la coopération régionale et la gouvernance mondiale pourrait être nécessaire. Il a également mis l'accent sur l'influence croissante des acteurs non étatiques.

L'intervenant Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du PNUE, a souligné certains défis à relever par les ODD, en mettant l'accent sur: l'utilisation efficace des ressources pour répondre aux limites planétaires sous la pression d'une population croissante; l'Afrique en tant que catalyseur ou obstacle à la croissance économique mondiale; les liens rompus de l'interface entre les sciences et les politiques; et le fait que le FPHN devienne un mécanisme permettant d'harmoniser la gouvernance afin de faciliter le développement durable, au lieu de ne constituer qu'une série de réunions.

Risnawati Utami, de CBM et Présidente du Indonesian National Consortium for Disability Rights, de l'Indonésie, a souligné qu'il est nécessaire de tenir compte des personnes handicapées et des personnes âgées, en particulier dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe. Elle a souligné que pour que « l'absence de laissé-pour-compte » devienne une réalité, les personnes handicapées et les personnes âgées doivent être incluses en tant que participantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des ODD, en soulignant qu'il est nécessaire que le FPHN soit réellement une plateforme participative de suivi mondial.

Les intervenants ont souligné qu'il est important de renforcer le dialogue avec la communauté scientifique et d'encourager la participation des scientifiques ainsi que leur contribution au FPHN.

Les délégués ont également débattu: de la migration, des migrations entraînées par les guerres et des réfugiés, ainsi que de la manière dont ces problématiques sont abordées dans les ODD; d'un cadre flexible et transparent; de l'accès aux connaissances et aux données; de l'innovation et des droits de propriété intellectuelle; des pratiques optimales pour l'agriculture durable; et d'un programme d'action visant à promouvoir l'intégration effective des pays enclavés dans les marchés mondiaux.

Les intervenants ont en outre abordé les inégalités, l'autonomisation des femmes, la justice et l'inclusion sociales, et la manière de concrétiser leur mise en œuvre sur le terrain, ainsi que le besoin d'un nouveau multilatéralisme dans la prise de décision.

A la clôture de la séance, les intervenants ont rappelé que les ODD doivent être mis en œuvre de manière équilibrée et intégrée.

### **DANS LES COULOIRS**

La réunion ministérielle s'est ouverte dans une salle remplie de délégués prêts à évaluer le ton des débats. Alors que certains s'attendaient à des contributions importantes qui jetteraient les bases permettant d'évaluer la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 au delà de septembre 2015, d'autres restaient « en attente ».

Le débat de haut niveau qui a suivi a donné à de nombreux délégués l'impression que des progrès concrets sur la définition de la structure et de la fonction du FPHN ne seront accomplis qu'après l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 en septembre.

D'autres ont considéré que le caractère participatif des processus relatifs au programme de développement pour l'après-2015, notamment le FPHN, représente un pas dans la bonne direction. Tous ont cependant reconnu qu'il reste un long chemin à parcourir.